



MUTINERIE QUEER AU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

CONTRE LA L.G.B.T.Q. PHOBIE

(lesbophobie, homophobie, biphobie, transphobie et queerphobie)

Chaque crise économique s'accompagne de ressacs de l'ordre moral contre les groupes subissant des oppressions. Les personnes LGBTQ+ (lesbiennes, gais, bis, trans et queers) subissent actuellement de ces contrecoups avec la montée de discours rétrogrades, dénigrants et stéréotypés à leur endroit. Même si la reconnaissance de ces formes d'oppression a connu un certain progrès, elles demeurent aussi violentes et détruisent un grand nombre de vies. Au cours des dix dernières années, plusieurs actes L.G.B.T.Q. phobes ont retenu l'attention au Saguenay-Lac-St-Jean. Dans l'amorce de la crise, en 2007, un animateur de radio-poubelle de la région, Louis Champagne, a soulevé l'indignation dans la province avec ses propos en ondes durant une entrevue avec le candidat péquiste local, Sylvain Gaudreault. Il lui a dit qu'il n'avait aucune chance de s'attirer le vote des ouvriers parce qu'il était homosexuel, tout comme le chef de son parti, André Boisclair. « À Jonquière, ajoutait-il, pensez-vous que quand vous arrivez avec un autre homosexuel, vous n'allez pas vous faire poser vraiment la question : Coudonc, le Parti Québécois, c'est tu un club de tapettes? ». En juillet 2009, la publication d'un article dans le Progrès-Dimanche avait suscité une multiplication des agressions, de l'intimidation et des menaces à caractère homophobes dans le secteur du chemin Wilson, à Shipshaw. Des bandes d'homophobes, parfois armées, s'en prenaient aux hommes qui fréquentaient les lieux. L'année suivante, la Librairie Chrétienne de La Baie et son propriétaire, Denis Simard, avaient soulevé de nombreuses réactions avec des écriteaux homophobes en grosses lettres dans ses vitres. Son propriétaire, Denis Simard, affirmait qu'il n'était pas homophobe mais que l'homosexualité pouvait être « corrigée » grâce à Dieu. Plus récemment, en janvier 2017, à Chicoutimi, Stéphane Bolduc a été brutalement attaqué par son voisin de bloc appartement pour des raisons haineuses liées à son homosexualité. Selon l'individu agressé, son assaillant le harcelait régulièrement en raison de son orientation sexuelle. Il a été frappé au visage à coup de pied en rentrant dans son logement. Il a perdu connaissance. Les actes haineux, la discrimination, le jugement des pairs, la répression et les discours dénigrants demeurent monnaie courante et d'actualité dans l'espace public pour les personnes LGBTQ+ (notamment dans les radios-poubelles, dans la rue et dans les cours d'école).

STONEMALL
WAS A RIOT!



La LGBTQphobie ne se résume pas à des préjugés ou à quelques incidents que les élites et les médias cherchent si souvent à isoler ; elle désigne une oppression systémique. C'est un ensemble de rapports sociaux de domination basés

sur le genre et les orientations sexuelles.

Nous considérons qu'il ne s'agit pas d'attributs biologiques binaires et définitifs, mais plutôt de constructions sociales normalisées. Aux binarités homme/femme et hétéro/homo, nous préférons une compréhension des sexualités comme un large spectre, composé d'une variété d'orientation sexuelles et d'identités de

genre, et leurs nuances. La division de la société en groupes ou classes par les rapports de domination entraîne un positionnement de ceux-ci de manière hiérarchique et dote de privilèges les groupes appartenant à la norme

dominante. Cela est une source d'inégalité d'ordre systémique entre les personnes, sur la base de critères essentialisant d'orientation et d'identité sexuelle. Ces rapports reposent sur les bases matérielles institutionnalisées de l'hétéronormativité et de la cisnormativité. Ces deux mots désignent des systèmes de domination. Ils fixent des normes dans la société : seuls l'hétérosexualité et le cisgenre (sexe désigné à la naissance) sont définis comme « normaux ». Les transidentités, les transgenres et tout le spectre des orientations sexuelles sont occulté-e-s. Cela a pour effet de créer des minorités sexuelles et des privilèges pour les catégories dominantes. Pour en finir avec la distribution inégale du pouvoir dans cette société, c'est tout un système et ses mécanismes de reproduction qu'il faut détruire.

Chez les personnes Autochtones, la LGBTQphobie frappe souvent encore plus durement (avec les violences et les discriminations sexuelles et de genre) en se combinant à d'autres formes d'oppression comme le colonialisme.

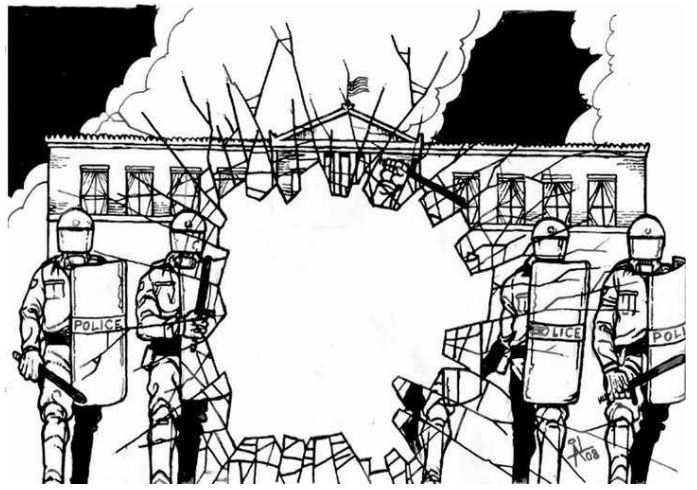
Pour dénoncer cette situation bien spécifique, le terme bispiritualité a été formé en 1990 et s'inscrit comme une résurgence décoloniale de concepts précoloniaux qui existaient dans diverses nations pour décrire une tradition de reconnaissance de la diversité dans les identités de genre ou les orientations sexuelles. Lors de la colonisation, les personnes bispirituelles ont choqué l'Église et l'État qui ont tenté de faire taire leurs traditions.



La peur d'une planète gaie

Il existe une peur que les personnes LGBTQ+ traitent les hétéros de la même façon qu'ils et elles les ont traité-e-s. Ce sentiment irrationnel chez les « straights » peut traduire symboliquement l'homophobie mais exprime plus concrètement la nécessité pour la catégorie sociale dominante « straight » et cis de maintenir dans le temps les bases matérielles de son pouvoir. Dans la société, l'homophobie a une fonction de hiérarchisation ; elle maintient un système de privilèges favorisant ce qui est associé à l'hétérosexualité et à l'identité cisgenre. Le terme cisgenre définit un type d'identité de genre qui correspond au sexe attribué à la naissance. Un grand poids social pèse encore sur les gens qui doivent « sortir du placard » pour affirmer une orientation ou une identité sexuelle qui diverge de la soi-disant normalité. Selon plusieurs études, les adolescents et adolescentes homosexuel-le-s ont 6 à 14 fois plus de risques de se suicider que ceux et celles qui sont hétéros. Sous la pression sociale, encore trop de personnes sentent que leur intégration sociale dépend du silence sur leur orientation. Encore trop craignent de se faire agresser en s'embrassant ou en tenant la main d'une personne du même sexe dans la rue. Les personnes LGBTQ+ ont encore à mener des luttes pour l'obtention des mêmes droits que les straights (notamment l'adoption d'enfants, le mariage... et dans plusieurs pays leur existence même). Pour les personnes transsexuelles, transgenres et intersexes, il est encore très difficile de faire reconnaître leur identité de genre.

La répression est systémique envers les personnes LGBTQ+ ; elles sont l'objet de tout un historique de contrôle social et d'interdits. De législations criminalisant (parfois même jusqu'à la peine de mort) aux discriminations, en passant par les agressions, cette répression exerce une coercition imposant des rapports de genre et une morale sexuelle rigide. Il s'agit d'un poids social qu'il faut combattre. Contre la répression, les communautés LGBTQ+ ont une riche histoire de révolte et de résistance. Le 28 juin 1969, une descente de police dans le bar Stone Wall, à New York a soulevé la révolte des milieux queers de la ville en une émeute massive et cinq jours d'affrontements avec les forces de l'ordre.



Ces émeutes ont acquis une puissante valeur symbolique dans la lutte et ont inspiré des mouvements de révolte similaires dans de nombreuses villes à travers le monde, notamment Montréal et Toronto.

Le mouvement anarchiste doit participer à désinvisibiliser et confronter la LGBTQphobie. De nombreuses batailles sont nécessaires pour l'égalité des droits. Il faut en parallèle contrer le conservatisme et la montée des extrêmes-droites. En plus d'appuyer les luttes menées par les personnes LGBTQ+, nous devons chercher à transformer les espaces militants et nos rapports interpersonnels afin de les rendre plus inclusifs et égalitaires. Nous devons opposer une résistance aux jugements normatifs et confronter les comportements oppressants. Nous défendons l'autonomie politique des personnes LGBTQ+ et cela ne nous apparaît pas contradictoire avec la convergence entre les luttes contre l'exploitation et l'oppression. Cela veut dire que nous reconnaissons d'une part la spécificité des formes d'oppression et la nécessité de processus d'organisation collective pour et par les groupes touchés. D'autre part, nous considérons que nous ne pouvons faire abstraction de l'imbrication des différents rapports sociaux d'oppression et d'exploitation dans le système social capitaliste. L'éducation populaire et l'autoformation des militants et militantes sont importantes pour les luttes à venir, mais une transformation radicale de la société est nécessaire pour abattre les structures qui perpétuent les inégalités sociales.

Le Collectif anarchiste Emma Goldman est une organisation politique active dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean depuis 2008. Nous militons pour des mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte. Nous distribuons le journal Cause Commune et le bulletin régional Le Pic-Bois. Identifié-e-s au courant anarchiste / autonome, nous participons au développement théorique et à l'implantation de ces idées et pratiques.



**Collectif
Emma Goldman**

Courriel : cegsaglac@riseup.net

Retrouvez nous sur le web à ucl-saguenay.blogspot.ca